

ARCELOR MITTAL

Qui est derrière l'affaire GSW ?

Loin de se décanter, le dossier Grand Smithy Works (GSW), société indienne de statut algérien de récupération de déchets ferreux, a pris de l'ampleur dans le milieu national socioéconomique et politique.

Notamment au sein des opérateurs économiques concernés par la commercialisation et la transformation de produits sidérurgiques, ainsi que ceux spécialisés dans la récupération. Même si les deux principaux gestionnaires indiens de GSW, ainsi que certains de leurs complices algériens ont été placés sous mandat de dépôt pour divers griefs, tous attendent d'autres révélations.

Les questions portent sur les dispositions prises par la direction générale d'Arcelor Mittal Annaba pour contrecarrer les effets néfastes générés

par l'incarcération des deux responsables indiens sur les 80 travailleurs dont 10 Indiens de GSW. Sur la position d'Arcelor Mittal Annaba en citadelle assiégée par les affaires louches qui, depuis quelque temps, défraient la chronique. Il est également question de grandes manœuvres lancées pour exercer une pression sur l'employeur, dans la perspective des prochaines négociations sur des revendications salariales, prévues pour juillet 2009, entre la direction générale et le syndicat des travailleurs.

Qui est derrière l'affaire GSW? A cette question, M. Bernard Bousquet, directeur général d'Arcelor Mittal Annaba, répond par une moue.

Elle en dit long sur l'idée générale qui se dégage, dans le sens qu'il y a anguille sous roche. «Ce qui s'est passé à la GSW va dans le courant normal de pareilles activités. D'une simple affaire de fausse comptabilité de camions, chargés de déchets issus du crassier, qui est la propriété de notre société, on cherche à dramatiser.

Un audit comme nous en faisons habituellement, nous a permis de constater que nous sommes victimes d'un préjudice financier dont je ne peux révéler le montant. Pour le moment, le problème ne se pose pas pour les 80 employés», a-t-il tenu à nous indiquer lors d'un bref entretien qu'il nous a accordé jeudi dernier.

En fait, cette affaire des deux Indiens auteurs d'actes répréhensibles, sème le doute dans les rangs des différents partenaires d'Arcelor Mittal Annaba, notamment le principal, Sider le groupe d'entreprises publiques algériennes.

D'autant que l'un des deux responsables indiens mis en cause n'est autre que le beau-

frère de M. Laksmi Mittal, le grand patron du groupe mondial de l'acier Arcelor Mittal. «Dans cette affaire, nous nous sommes constitués partie civile, au nom des deux partenaires, Arcelor Mittal et le groupe Sider», a ajouté M. Bousquet comme pour rassurer son homologue de Sider, qui a envisagé de se constituer lui-même partie civile au cas où...

Qui est à l'origine de l'ébruitement de l'affaire au point d'en faire un dossier d'Etat ? La réponse du directeur général de Arcelor Mittal ne prête à aucune ambiguïté. «Comme je l'ai déjà dit, il s'agit d'un audit effectué par nos services à GSW, bien avant que le problème ne soit ébruité. Un contrat nous lie avec cette société, que nous avons chargée de récupérer les déchets issus de notre processus de fabrication, pour les besoins de nos installations. La justice est intervenue par la suite avec le résultat que l'on sait. Nous nous sommes constitués partie civile.»

Pourquoi cette récupération de déchets ferreux a-t-elle nécessité l'intervention d'une société de cadres indiens ?

Les Algériens seraient-ils inaptes à ce point ? Un problème que ne semblent pas

avoir pris en considération ceux qui se sont positionnés en donneurs de leçon de nationalisme. Leurs gesticulations n'ont pas eu l'effet escompté sur la rentabilité des travailleurs.

En effet, depuis la remise en état des installations et équipements des différentes unités du complexe, la courbe de la production a repris une tendance ascendante. C'est pourquoi la mobilisation des cadres et travailleurs est générale au complexe sidérurgique d'El-Hadjar. Les rumeurs et les amalgames sont dénoncés. On reconnaît, cependant, que les investissements d'Arcelor Mittal au complexe sont très en deçà des engagements pris, lors de la signature en 2001 du contrat de cession des 70 % des actions du complexe.

Rappelons que ce contrat accorde au partenaire indien le droit de disposer de ce complexe pour une durée de 99 ans. Le même document comporte d'importants avantages (exonération de taxes, baisses sur le prix de l'énergie... pour une durée de 10 années à partir de 2001), au profit d'Arcelor Mittal Annaba.

Du côté syndical, bien qu'en retrait des activités syndicales, Aïssa Menadi, le secrétaire général en titre et

son proche collaborateur Abdelhamid Houamri tentent de calmer le jeu et de réveiller l'esprit de corps chez les travailleurs. Les clivages sont pour le moment mis sous l'éteignoir en attendant l'élection d'un nouveau bureau syndical de l'entreprise Arcelor Mittal, prévue pour fin avril 2009. Ils sont confortés dans leur position par l'amélioration du taux de production.

Cette dernière est à même de faciliter la satisfaction de la principale revendication des travailleurs, à savoir une augmentation des salaires. «Ce n'est pas à écarter, pour peu que la production atteigne les objectifs assignés. Pour le moment, elle est excellente. Ce qui nous permet déjà de planifier une commercialisation de nos produits sur le marché national. En produits plats notamment, qui seront mis en vente dans les prochains jours», a estimé Bernard Bousquet qui, lors de notre entretien, paraissait avoir soigneusement préparé ses propos pour s'exprimer sans autre commentaire.

Particulièrement en ce qui concerne le dossier de GSW, toujours sous enquête judiciaire, qui risque d'éclabousser pas mal de responsables algériens.

A. Djabali

INTÉGRATION DU PERSONNEL DU PORT D'ALGER AU SEIN DE DUBAI WORLD PORT

Le transfert reporté pour après la présidentielle

Les pouvoirs publics ont décidé, hier, de reporter pour après l'élection présidentielle le transfert des personnels de l'Entreprise du port d'Alger vers Dubai World Port. Cette décision fait suite à un nouveau mouvement de protestation déclenché hier matin par les dockers.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les dockers ne décollent pas. Hier encore, ils ont tenu un sit-in devant la direction générale du port d'Alger pour exiger que soit mis fin à l'opération de transfert vers Dubai World Port, l'opérateur émirati qui a décroché la gestion du terminal à conteneurs. «Nous ne voulons pas des Emiratis. Nous voulons rester définitivement au sein de l'EPAL et nous exigeons d'être permanisés. Nous leur donnons jusqu'au 1^{er} avril pour nous intégrer définitivement au sein de notre entreprise mère», insiste un groupe de manutentionnaires rencontrés face au siège du Syndicat d'entreprise du port d'Alger.

«Samedi après-midi, un des représentants de DWP a menacé de nous ôter des acquis que nos parents et nous-mêmes avons obtenus au prix d'énormes sacrifices. Cela vous donne une idée sur le comportement de ces personnes», explique l'un d'eux. Cet incident aurait mis le feu aux poudres et poussé les dockers à manifester hier matin devant la direction générale de l'EPAL.

La démonstration de force aura un effet immédiat : les pouvoirs publics décident de reporter l'opération de transfert des personnels vers DWP — qui est entrée en vigueur samedi — pour le 15 avril prochain, soit après la tenue de l'élection présidentielle.

«La direction générale, d'un commun accord avec la Centrale syndicale, a décidé le gel des transferts vers le nouvel opérateur. Entre-temps, le partenaire social a été invité à définir les modalités pratiques d'intégration de ces personnels», confirme Kamel Zergane, secrétaire général du syndicat d'entreprise. En clair, le transfert est reporté pour après la réélection de Bouteflika afin d'éviter tout risque d'explosion sociale au sein d'une entreprise hautement stratégique. Toutefois, au vu de la détermination des dockers, la crise risque de réapparaître très vite.

Kamel Zergane estime, pour sa part, que les manutentionnaires doivent s'adapter.

«Les enjeux économiques sont énormes. Nous ne pouvons plus travailler comme par le passé, nous devons nous adapter. J'estime que le syndicat a une grande responsabilité dans la situation actuelle pour avoir refusé de participer aux négociations avec le nouvel opérateur. La politique de la chaise vide n'a pas payé», souligne Kamel Zergane. Ce dernier refuse de tout mettre sur le compte de Abbas Guermache, son prédécesseur au Syndicat du port d'Alger qui s'est opposé à l'installation de DWP. «La responsabilité est collective. C'est celle de l'ensemble des membres du syndicat.»

T. H.

ANNABA

Mouvements de protestation et perturbations

Alors que la campagne électorale se poursuit avec pour seule présence sur le terrain les représentants du président-candidat, Annaba était hier, en effervescence.

La circulation routière dans la commune chef-lieu de wilaya et toute sa périphérie était complètement paralysée.

Protestations à Annaba, perturbations dans la zone industrielle Pont-Bouchet, mais aussi du côté des automobilistes. Entrer ou sortir en voiture, tout comme emprunter ou stationner n'importe quel lieu du centre-ville relevaient d'une gageure. Bon nombre de travailleurs n'ont pu rejoindre leur poste de travail. Et pour cause, dès les premières heures de la matinée, un imposant dispositif de sécurité avait pris position pour quadriller les principales artères et places publiques.

Tellement imposant que bon nombre de citoyens avaient cru à la visite de Abdelaziz Bouteflika, président-candidat à l'élection présidentielle du 9 avril prochain. Ce n'était pas le cas. Il s'agissait de la visite de travail de Ali Tounsi, directeur général de la Sécurité nationale. Il devait présider, le même jour, la sortie d'une promotion d'inspecteurs de police, celle d'agents mixtes de l'ordre public, et inaugurer un nouveau siège de Sécurité urbaine extra muros, à Kheraza, dans la périphérie de la commune chef-lieu de wilaya. Mais cette effervescence était ailleurs. Précisément du côté de la Direction de l'emploi,

aux abords du siège de la wilaya et de l'hôtel de ville où plusieurs centaines de jeunes avaient pris position pour empêcher toute circulation automobile sur le cour de la Révolution.

Ces jeunes bénéficiaires du contrat de formation et d'insertion (CFI) y étaient stationnés durant toute la matinée pour revendiquer le paiement de leurs indemnités impayées depuis quatre mois. Bien avant, ils avaient réussi à forcer les accès de la Direction de l'emploi et de l'APC où ils ont saccagé portes et équipements de bureau, avant d'être reçus par des élus et le directeur de l'emploi. «Nous avons pris toutes les dispositions pour le versement des salaires. Pour accélérer le versement par CCP au profit des bénéficiaires du CFI, il a été demandé au ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, une dérogation, dès aujourd'hui lundi, ces bénéficiaires pourront disposer de leur dû» a indiqué M. Chérif Nadjji, directeur de l'emploi à la wilaya. Ce mouvement de protestation des jeunes contractuels de Annaba s'est achevé en début d'après-midi après des négociations avec les responsables locaux. Il avait été précédé quelques jours auparavant par ceux des

communes de Sidi-Amar et El-Bouni qui ont pu obtenir gain de cause dans les mêmes conditions. Effervescence aussi du côté de la Zone industrielle du Pont-Bouchet où quelque 400 travailleurs de la société algéro-turque du fer ATF avaient, samedi, perturbé les activités dans cette ZI.

Pneus incendiés et barages à l'aide d'objets hétéroclites ont imposé une réaction des services de sécurité, notamment les éléments de la brigade anti-émeute de la Gendarmerie nationale pour ramener le calme.

Selon les informations recueillies auprès de sources crédibles, plusieurs per-

sonnes auraient été interpellées. Cette société a été mise sous scellés à la suite d'une plainte déposée par la Direction des impôts de la wilaya, victime d'un préjudice financier de 1,93 milliard de dinars.

La fuite de son gérant, un Palestino-Israélo-Français, poursuivi pour fausses déclarations fiscales, a aggravé la situation.

Livrés à eux-mêmes et sans le paiement de leurs salaires depuis des mois, ces travailleurs, majoritairement des pères de famille, n'ont trouvé aucun interlocuteur à même de prendre en charge leur problème.

A. Bouacha

LAÂZIV (BOUMERDÈS)

Émeutes sur la RN12

Des villageois de Aït-Slimane, perché sur le massif de Sidi-Ali-Bounab, dans la commune de Laâziv, wilaya de Boumerdès, rejoints par les citoyens d'autres localités, sont descendus en ville pour manifester leur colère. Les manifestants fort nombreux ont fermé la voie expresse Thenia-Tizi-Ouzou (RN12) de 8 heures à 11 heures, créant ainsi un immense embouteillage. Devant cette situation, les autorités ont dépêché des policiers anti-émeutes. A l'arrivée de ces derniers, la colère des insurgés est montée d'un cran. La situation a failli dégénérer. Quelques jets de pierres ont été, selon nos informations, enregistrés. Fort heureusement, la situation a été maîtrisée et le calme est rapidement revenu.

Ces villageois ont dénoncé l'état de leurs localités aux plans social et économique. Ils réclament la réfection de l'unique route (CW n°107) qui passe par de nombreux villages perchés sur la montagne de Sidi-Ali-Bounab.

Cette localité marginalisée rencontre d'autres problèmes au quotidien qui excèdent ses habitants.

Abachi L.